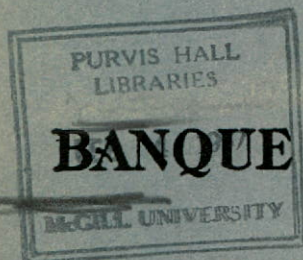


QUATRE-VINGT-DEUXIÈME
RAPPORT ANNUEL



30 novembre 1956

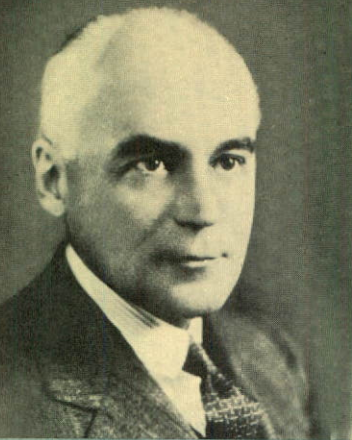


BANQUE CANADIENNE NATIONALE

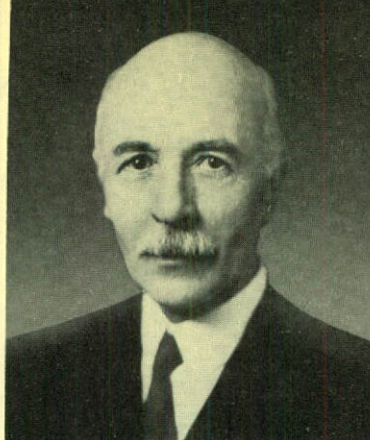
BANQUE CANADIENNE NATIONALE

Fondée en 1874

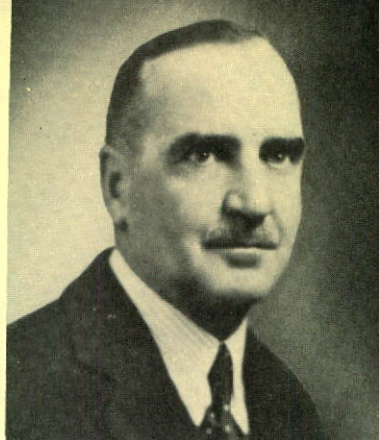
Siège social: Montréal



M. CHARLES ST-PIERRE
Président



M. CHARLES LAURENDEAU, C.R.
Vice-Président



L'HON. ALPHONSE RAYMOND
Vice-Président

Conseil



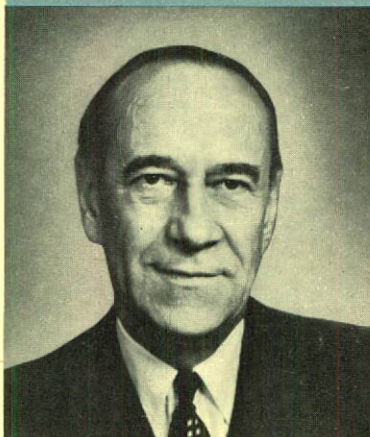
M. PIERRE BEAUCHEMIN



L'HON. F. PHILIPPE BRAIS, C.R.



L'HON. J. M. DESSUREAULT



M. GEO. T. DONOHUE



L'HON. WILFRID GAGNON

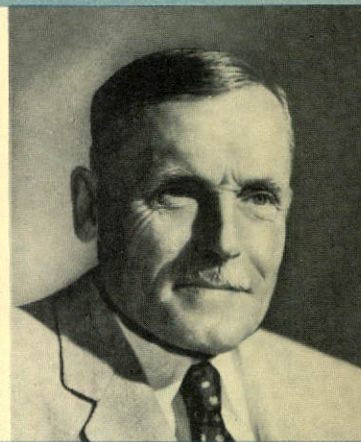
d'administration



M. ARISTIDE COUSINEAU



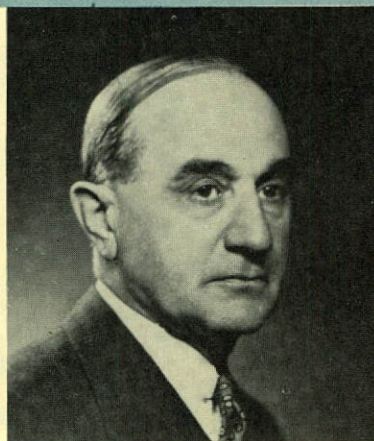
M. GEO. A. DALY



M. AUGUSTE DESILETS, C.R.



M. A. I. MAJOR



M. I. ALEX. PRUD'HOMME, C.R.



M. ULRIC ROBERGE

Direction

ULRIC ROBERGE *Gérant général*

J. A. DULUDE

J. L. DAVIGNON

J. N. GOSSELIN *Gérants généraux adjoints*

GEORGES BEAUDRY

LOUIS HÉBERT

LOUIS ROUSSEAU *Inspecteur général*

E. BEAUREGARD

RODRIGUE ST-ONGE *Chefs du Service des Crédits*

RENÉ LECLERC *Inspecteur en chef*

ANDRÉ LACASSE *Comptable en chef*

L. ALLARD *Chef du Service des Relations étrangères*

LÉON LORRAIN *Secrétaire général*

QUATRE-VINGT-DEUXIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA

BANQUE CANADIENNE NATIONALE

Procès-verbal des délibérations de la quatre-vingt-deuxième assemblée générale annuelle des actionnaires, tenue au siège social de la Banque, Place d'Armes, Montréal, le mardi huitième jour de janvier mil neuf cent cinquante-sept, à midi.

Sont présents à l'assemblée, entre autres: MM. Lionel Allard, Vincent Barré, Maurice Bazinet, Pierre Beauchemin, J. T. Beaudin, Léonce Beaudry, Paul Beaudry, Georges R. Beaulieu, J. E. Beuregard, Ivanhoe Bissonnette, notaire, Joseph Blain, c.r., Mme Paul Boucher, M. L. Bouthillier, l'hon. F. Philippe Brais, c.r., MM. Paul H. Brault, A. L. Caron, Rodolphe Casgrain, O. Castonguay, J. D. Cormier, Arthur Courtois, Aristide Cousineau, Etienne Crevier, Paul A. Cusson, Geo. A. Daly, J. L. Davignon, Robert DeLeeuw, Alfred Demers, Auguste Desilets, c.r., Yvan Desjardins, notaire, M. le sénateur J. M. Dessureault, MM. Léo M. Dionne, Geo. T. Donohue, Thomas Ducharme, fils, notaire, J. A. Dulude, Georges Dupuis, Joseph Elie, l'hon. Wilfrid Gagnon, Dr Eugène Garceau, MM. J. L. Gauthier, Edgar Genest, A. Gérin-Lajoie, c.r., Lt. Col. C. E. Gernaey, MM. J. N. Gosselin, H. Georges Grenier, J. A. Grisé, Paul Guimond, J. Edgar Guimont, Louis Hébert, Jack Herscovitch, Joseph Hurtubise, André Lacasse, L. J. Lacourse, Paul Lambert, Arthur Laplante, Charles Laurendeau, c.r., René Leclerc, Antoine L'Ecuyer, J. Théo. Legault, fils, notaire, J. R. Lemire, A. Jacob Livinson, M.A., Léon Lorrain, A. J. Major, J. H. Mallette, Mme Cécile Jodoin-Marquette, MM. Achille Mathieu, J. E. Mercille, Aurélien Noël, Sylva Normandin, Jean Ostiguy, Henri Ouimet, J.-A. Paquette, Paul Parent, Gérard Parizeau, Denys Pelletier, notaire, J. Alex. Prud'homme, c.r., l'hon. Alphonse Raymond, MM. Ulric Roberge, Louis Rousseau, P. E. Rousseau,

Rodrigue St-Onge, Charles St-Pierre, J. S. Samson, G. H. Séguin, notaire, Frank Spénard, Eugène Tarte, Pierre Thibau-
deau, Alfred Tourigny, J. E. Tremblay, Léonce Trépanier.

M. Aristide Cousineau propose, appuyé par M. Geo. A. Daly, que M. Charles St-Pierre préside l'assemblée et que M. Léon Lorrain remplisse les fonctions de secrétaire. L'Assemblée adopte à l'unanimité cette proposition.

Le secrétaire donne lecture de l'avis de convocation à l'assemblée publié dans les journaux suivant les dispositions de la loi, et de déclarations attestant qu'il a été expédié à chacun des actionnaires, dans les délais prescrits: (a) un avis de convocation, (b) une formule de procuration, (c) un relevé des présences des administrateurs aux séances du Conseil d'administration, (d) un exemplaire du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue le 10 janvier 1956.

Le procès-verbal de la quatre-vingt-unième assemblée générale annuelle ayant été adressé à tous les actionnaires, ainsi que l'atteste la déclaration qui vient d'être communiquée à l'assemblée, M. J. Henri Ouimet propose, appuyé par M. G. Henri Séguin, que l'assemblée adopte ce procès-verbal sans autre formalité. Cette proposition reçoit l'approbation unanime de l'assemblée.

M. J. D. Cormier propose, appuyé par M. J. T. Legault, la nomination de MM. Joseph Hurtubise et Aurélien Noël comme scrutateurs à l'assemblée. Cette proposition est unanimement adoptée.

Le président invite le gérant général à donner lecture du quatre-vingt-deuxième rapport annuel du Conseil d'administration.

Quatre-vingt-deuxième Rapport Annuel

Messieurs,

Les administrateurs de la Banque Canadienne Nationale ont l'honneur de vous soumettre le compte rendu des opérations de la Banque pour l'exercice clôturé le 30 novembre 1956.

Compte Profits et Pertes

3 0 N O V E M B R E 1 9 5 6

Profits de l'exercice finissant le 30 novembre 1956, déduction faite du versement au Fonds de pension du personnel et des affectations aux réserves latentes à même lesquelles il a été pleinement pourvu aux créances mauvaises et douteuses et aux moins-values du portefeuille.....			\$ 3,896,622
Amortissement des immeubles sociaux.....	\$ 624,522		
Provision pour impôt fédéral sur le revenu.....	1,375,000	1,999,522	
Profits nets, déduction faite des affectations ci-dessus....		\$ 1,897,100	
Dividendes.....	\$ 840,000		
Dividende spécial de 30¢ par action, payable le 15 décembre 1956.....	210,000	1,050,000	
Report à nouveau.....		\$ 847,100	
Solde créditeur du compte Profits et Pertes au 30 novembre 1955.....		877,367	
		\$ 1,724,467	
Porté au Fonds de réserve.....		1,000,000	
Solde créditeur du compte Profits et Pertes au 30 novembre 1956.....		<u>\$ 724,467</u>	

Le comptable en chef,
ANDRÉ LACASSE

Le gérant général,
ULRIC ROBERGE

Le président,
CHARLES ST-PIERRE

Bilan

Actif

Or et monnaie.....	\$ 1,402,426	
Billets de la Banque du Canada et dépôt à la Banque du Canada.....	53,320,285	
Billets d'Etat et billets de banque d'autres pays que le Canada.....	713,655	
Dépôts dans d'autres banques.....	3,203,833	
Chèques et autres effets en transit (montant net).....	46,883,081	\$105,523,280
Valeurs émises ou garanties par le gouvernement du Canada, ne dépassant pas le cours actuel.....	\$136,481,558	
Valeurs émises ou garanties par des gouvernements provinciaux du Canada, ne dépassant pas le cours actuel	33,438,347	
Autres valeurs mobilières, ne dépassant pas le cours actuel	36,561,714	
	\$206,481,619	
Prêts à demande ou à court terme garantis, à des agents de change ou à des courtiers en valeurs de placement...	2,479,529	208,961,148
		\$314,484,428
Autres prêts courants, déduction faite des provisions pour pertes éventuelles.....	\$307,986,134	
Prêts hypothécaires assurés aux termes de la Loi nationale sur l'habitation (1954).....	11,322,382	
Prêts non courants, déduction faite des provisions pour pertes éventuelles.....	37,498	319,346,014
Immeubles sociaux, au prix coûtant, déduction faite des amortissements.....	\$ 8,734,748	
Engagements de clients en raison d'acceptations, de garanties ou de lettres de crédit (contre-partie du passif)	909,279	
Divers.....	39,911	9,683,938
		<u>\$643,514,380</u>

Passif

Dépôts du gouvernement du Canada.....	\$ 23,419,528	
Dépôts de gouvernements provinciaux du Canada.....	2,679,453	
Dépôts d'autres banques.....	2,950,993	
Dépôts d'épargne de particuliers, remboursables à préavis, au Canada (en monnaie canadienne).....	397,989,419	
Autres dépôts.....	191,569,413	\$618,608,806
Acceptations, garanties et lettres de crédit.....	\$ 909,279	
Divers.....	1,271,828	2,181,107
Capital versé.....	\$ 7,000,000	
Fonds de réserve.....	15,000,000	
Solde du compte Profits et Pertes.....	724,467	22,724,467
		<u>\$643,514,380</u>

Note—Les postes d'actif et de passif de la succursale Banque Canadienne Nationale (France), fonctionnant comme une filiale, sont incorporés à ce Bilan.

Le comptable en chef,	Le gérant général,	Le président,
ANDRÉ LACASSE	ULRIC ROBERGE	CHARLES ST-PIERRE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons vérifié la caisse et les valeurs de la Banque, à son Bureau principal, à la fin de l'exercice et à une autre date durant l'année, et nous avons constaté leur concordance avec les écritures s'y rapportant.

Nous avons examiné la comptabilité de la Banque, à son Siège social, et comparé le Bilan ci-dessus avec les livres ainsi qu'avec les rapports certifiés des succursales et, à notre avis, le Bilan révèle la situation véritable de la Banque au 30 novembre 1956, suivant les renseignements et les explications qui nous ont été donnés et telle qu'elle ressort de ces livres.

Tous les renseignements et les explications que nous avons demandés nous ont été fournis et, à notre avis, les opérations effectuées par la Banque dont nous avons pris connaissance sont dans les limites de ses pouvoirs.

MAURICE CHARTRÉ, C.A.	} Vérificateurs
de Chartré, Samson, Beauvais, Bélair & Cie	
FRANK T. DENIS, C.A.	
de Peat, Marwick, Mitchell & Co.	

Montréal, le 17 décembre 1956.

Les résultats du dernier exercice font ressortir d'importantes augmentations aux deux postes principaux du bilan: les dépôts d'épargne et les prêts courants et escomptes.

Ces nouveaux progrès se sont traduits par un accroissement des profits qui en a porté le montant au chiffre record de \$3,896,621, contre \$3,585,089 l'année précédente, déduction faite du versement au Fonds de pension du personnel ainsi que des affectations aux réserves latentes. Ils sont l'équivalent de \$2.71 par action, à rapprocher de \$2.29 en 1955.

Les profits ont été répartis comme suit: provision pour impôts, \$1,375,000, contre \$1,381,024 en 1955; amortissement des immeubles sociaux, \$624,521, à rapprocher de \$599,925; dividendes, \$1,050,000 à comparer avec \$875,000, et une somme d'un million de dollars a été portée au Fonds de réserve, laissant au compte des Profits et Pertes un solde créditeur de \$724,467.

Les dépôts forment un total de \$618,608,806. Au cours de l'exercice, les dépôts des gouvernements ont fléchi de \$5,154,658 et les "autres dépôts", de \$20,977,812. Ce dernier poste comprend les dépôts courants, lesquels sont sujets à de larges fluctuations. C'est ainsi que, du 31 octobre 1955 à la même date l'an dernier, les dépôts courants, dans l'ensemble des banques à charte, ont été réduits de \$3,924 millions à \$3,846 millions. La baisse des dépôts de cette catégorie, que nous venons de signaler, a d'ailleurs été si bien compensée par la progression des dépôts d'épargne de particuliers que la diminution du total des dépôts se trouve ramenée à \$311, 235. Les dépôts d'épargne de particuliers, qui accusaient l'année précédente un gain de plus de 26 millions et demi, ont encore augmenté de \$25,936,142 au cours du dernier exercice. Ils s'élèvent à \$397,989,419.

L'actif total de la Banque s'établit à \$643,514,380, à rapprocher de \$644,995,474 au 30 novembre 1955. Le bilan fait ressortir une grande liquidité. Les disponibilités de caisse, en augmentation de \$7,445,902 depuis un an, se chiffrent par \$105,523,280 et sont l'équivalent de plus de 17 % du passif envers le public, contre 15.78 % à la clôture de l'exercice antérieur. L'actif rapidement réalisable se totalise par \$314,484,428, à comparer avec \$347,178,764 il y a un an, et représente 50.73 % du passif envers le public, à rapprocher de 55.84 %. La diminution de l'actif rapidement réalisable tient à la politique de

restriction du crédit que pratique la Banque du Canada et qui contraint les banques à charte d'affecter à des prêts courants une partie de leurs placements.

Les prêts courants et escomptes, qui s'étaient accrus d'environ 36 millions et demi l'année précédente, ont augmenté de \$27,363,509 au cours de l'exercice. Ils s'établissent à \$307,986,134. La somme des prêts hypothécaires assurés aux termes de la Loi sur l'habitation est passée, d'une année à l'autre, de \$7,130,163 à \$11,322,382. La valeur du portefeuille-titres de la Banque ressort à \$206,481,619, contre \$236,883,325 au 30 novembre 1955.

Au cours de l'exercice, la Banque a ouvert sept bureaux.

Les administrateurs désirent témoigner leur satisfaction au personnel qui s'est efforcé de servir à la fois la Banque et la clientèle avec un dévouement et une loyauté dignes d'éloges.

Remarques du Président

L'essor de l'économie canadienne s'est accéléré pendant l'année qui vient de finir, ainsi qu'en témoignent les indices les plus significatifs. Les statistiques relatives aux dix premiers mois de 1956 indiquent que l'augmentation de la production nationale en aura porté le total au plus haut niveau qu'il ait atteint jusqu'à présent. L'emploi et, par conséquent, les revenus des particuliers sont plus abondants que jamais. Grâce aux importantes disponibilités du public, sans parler du développement du crédit à la consommation, le commerce de gros et de détail manifeste une grande activité. Les échanges extérieurs du Canada ont pris une extension sans précédent.

Si les progrès se sont étendus à presque tous les domaines de la production, ils ont été particulièrement remarquables dans la mise en valeur du sous-sol et surtout des sources de pétrole et de gaz naturel. D'après les prévisions officielles, le rendement des mines, en augmentation de \$200 millions sur 1955, aurait dépassé l'an dernier les deux milliards. On a poussé avec une vigueur sans précédent les travaux d'exploration et de mise en oeuvre. On a affecté en 1956 plus de \$500 millions à la recherche et à l'aménagement de puits de pétrole et de gaz. Le pétrole, dont la production a passé depuis 1938 de 7 millions à 170 millions de barils, est aujourd'hui au premier rang des minéraux canadiens, sous le rapport de la valeur. Il y a seulement

dix ans, le Canada ne produisait que 7% du pétrole qu'il utilisait. Il trouve maintenant sur place 80% d'une consommation énormément accrue. L'extraction du minerai de fer et de la plupart des métaux non-ferreux et des minéraux non-métalliques accuse aussi une importante augmentation.

L'APPORT DU QUÉBEC

La province de Québec fournit une large contribution à l'essor économique du Canada. Les dépenses en immobilisations projetées dans notre province au début de 1956 équivalaient au quart environ de la somme des investissements prévus dans l'ensemble du pays.

L'économie du Québec repose sur quatre industries de base qui en assurent la solidité: l'agriculture, les mines, la forêt et l'énergie hydro-électrique.

L'économie agricole de notre province est caractérisée par la petite exploitation familiale à laquelle elle doit sa stabilité. Bien que le morcellement des terres exclue la grande culture, la mécanisation y fait des progrès constants. Aussi, malgré une diminution relative de la main-d'oeuvre, la production du sol et de l'élevage, dont la valeur annuelle fluctue entre 400 et 500 millions de dollars, approvisionne non seulement les marchés locaux, mais encore de nombreuses industries alimentaires dont plusieurs ont de gros excédents exportables.

L'abondance de ses richesses naturelles devait faire du Québec une grande province industrielle. Montréal en demeure le centre. Il a pris, depuis une dizaine d'années, une remarquable expansion, notamment en ce qui concerne les raffineries de pétrole, dont le rendement a triplé depuis 1946, et un groupe important d'industries chimiques qui fournissent de nombreux produits qu'on ne trouvait pas auparavant dans notre pays. On y a établi aussi de grandes usines qui fabriquent des pièces d'avion et une foule d'autres établissements industriels d'importance moyenne.

L'industrialisation s'était longtemps limitée à des villes et à des régions du centre, comme Montréal et Québec, les Trois-Rivières et les Cantons de l'Est. Elle s'étend aujourd'hui à une grande partie du territoire de la province, où les centres manufacturiers se sont multipliés.

Les rapides progrès du Québec tiennent non seulement à ses richesses forestières et minières, mais aussi aux incomparables

avantages que présentent le Saint-Laurent et ses grands affluents. L'industrie y trouve à la fois des sources d'énergie hydroélectrique à bon marché et des voies de transport économiques. La capacité des centrales électriques s'est accrue, depuis une dizaine d'années, de plus de deux millions de c.v., soit d'environ 40%, et des aménagements en cours ou à l'état de projet, sur le Saint-Laurent, le Saint-Maurice, les rivières Bersimis, Manicouagan, Péribonka et ailleurs, augmenteront considérablement, d'ici quelques années, l'énergie disponible.

La canalisation du Saint-Laurent amènera l'extension du port de Montréal sur la rive sud, qui s'industrialise rapidement, de Sorel à Valleyfield. Dans les Cantons de l'Est, on affecte des sommes importantes au développement de l'industrie de l'amiante. L'industrie de l'aluminium est en pleine expansion. On a ajouté une fonderie à l'établissement de l'Ile Maligne, et une société anglo-canadienne construit une usine à la Baie-Comeau. On bâtit, à Chicoutimi, une usine d'affinage de métaux non-ferreux. Un chemin de fer reliera bientôt la région du Lac Saint-Jean-Chibougamau à celle de Noranda, ce qui facilitera l'accès aux richesses minières du Nord. Bien qu'un vingtième seulement de la région septentrionale de la province ait été exploité jusqu'à présent, on prévoit que la valeur de la production des mines aura atteint, en 1956, le chiffre record de \$440 millions.

La décentralisation de l'industrie est un facteur de progrès et de stabilité. Elle favorise la dissémination de la population; elle fournit de l'emploi et des ressources à des régions qui étaient mal partagées à cet égard et elle ouvre des débouchés à l'agriculture.

L'AGRICULTURE

Dans l'ensemble du pays, les grandes cultures ont été d'un meilleur rapport l'an dernier qu'en 1955. La moisson de blé est évaluée à 537,800,000 boisseaux, chiffre supérieur à celui de l'année précédente ainsi qu'à la moyenne de la période décennale 1946-1955. On relève aussi une augmentation de la production des autres céréales, sauf le maïs et le seigle.

Toutefois, si favorable qu'ait été la dernière saison, l'agriculture ne participe pas à la prospérité générale dans la même mesure que les autres secteurs de l'économie nationale. Il est vrai que l'indice des prix des produits de la ferme s'est relevé depuis un an, mais il est

encore loin d'avoir retrouvé le niveau où il se tenait en 1953. Sur la base de 100 pour la période 1935-1939, il était en novembre dernier à 209.2, alors que l'indice des prix des matières industrielles atteignait 248.4.

L'augmentation que les revenus de la classe agricole accusent depuis un an tient en grande partie à la reprise des ventes de blé. Elle n'a guère amélioré que la situation d'une seule catégorie de producteurs. Du reste, malgré l'accélération de nos exportations de blé, la dernière moisson laisse au Canada un report encore plus important qu'il y a un an. Ces stocks seront d'autant plus difficiles à écouler que les États-Unis, qui ont aussi des réserves considérables à résorber, recourent à des méthodes de vente qui n'ont rien de commun avec les procédés normaux de la concurrence, telle l'acceptation de devises étrangères comme moyen de paiement. Il est évident que, dans ces circonstances, on ne saurait espérer une hausse prochaine des cours.

FIÈVRE DE CROISSANCE

Le Canada serait de tous les pays celui qui a fait, depuis quelques années, les plus grands progrès. Tout en s'en félicitant, on ne se rend pas moins compte qu'une croissance trop rapide n'est pas sans susciter des tensions inflationnistes.

Au début de 1956, les prévisions d'investissements formaient une somme si considérable qu'il devint évident qu'on ambitionnait de trop faire trop vite, et que la réalisation de tous les projets annoncés excéderait les possibilités des moyens de production. Aussi fallait-il modérer le rythme d'expansion.

La demande croissante de capitaux avait déjà orienté vers la hausse le loyer de l'argent lorsque la Banque du Canada, au moyen d'augmentations successives du taux officiel de réescompte, auquel elle a donné plus tard un caractère mobile, et par son action sur les réserves des banques à charte, vint accentuer le relèvement des taux d'intérêt en vue de faire ralentir la trop grande activité économique.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION DES PRIX

Il y a plus d'un moyen de défense contre la menace d'inflation. La politique d'argent cher et de restriction du crédit ne serait-elle pas plus efficace si l'on prenait en même temps des mesures propres à développer la pratique de l'économie? Les banques à charte, aux-

quelles est confiée la plus grande partie de l'épargne populaire, en favoriseraient sans doute le progrès en relevant de nouveau le taux de l'intérêt qu'elles versent à leurs déposants.

La lutte contre l'inflation des prix exige le concours de toute la nation. La modération dans les dépenses doit être pratiquée non seulement par les sociétés et les particuliers, mais aussi par les pouvoirs publics à tous les échelons. Depuis 1950, les dépenses fédérales sont passées de 2,448 à 4,650 millions de dollars et les dépenses des provinces canadiennes, de 942 millions à 1 milliard 757 millions. Il ne se publie aucun tableau d'ensemble des finances municipales, mais il paraît certain que, dans ce domaine-là comme dans les autres, les dépenses ne cessent de s'élever. Les gouvernements devraient aider à combattre l'inflation en comprimant leurs dépenses dans toute la mesure du possible.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Le commerce extérieur du Canada aura établi un nouveau record en 1956. Des relevés préliminaires en font ressortir à plus de 8 milliards 750 millions de dollars le total des dix premiers mois de l'année, soit une augmentation d'environ un milliard 350 millions par rapport à la période correspondante de 1955. Les exportations se sont chiffrées par \$3,967 millions et les importations, par \$4,787 millions. La balance défavorable s'est donc élevée à plus de \$800 millions, à rapprocher de quelque \$360 millions pendant les mêmes mois de l'année précédente.

Ce sont surtout nos ventes de blé et autres céréales, de pétrole, de minerai de fer, de pâtes de bois et de papier-journal, d'outillage, à l'exclusion des machines aratoires, d'avions, d'aluminium et de poisson qui ont contribué au relèvement de quelque \$450 millions qu'accusent nos exportations.

L'accroissement de plus de \$900 millions que présentent nos importations tient surtout aux rapides progrès économiques du Canada qui justifient d'importantes commandes d'outillage ainsi que de matériaux qu'on ne trouve pas au pays ou dont celui-ci ne peut fournir un volume suffisant, comme l'acier. Ces importations iront en diminuant à mesure que passera la présente période d'industrialisation intense. Le développement de nos moyens de production nous aidera ensuite à rectifier graduellement notre balance du commerce. L'extension qu'à prise l'exploitation du sous-sol nous permet déjà

d'augmenter nos exportations de minerai de fer, d'uranium, d'amiante, de pétrole et d'autres minéraux, tout en réduisant nos importations de combustibles solides et liquides.

Plus de 67% des échanges du Canada se sont effectués avec les États-Unis, soit \$3,497 millions à l'importation et \$2,400 millions à l'exportation. Le solde débiteur de plus d'un milliard, qui en résulte, a été atténué par la balance favorable de notre commerce avec les autres pays, notamment en Europe.

A l'énorme excédent d'importations qui ressort de nos échanges avec la République voisine s'ajoutent les importants déficits que présentent les éléments invisibles de nos comptes internationaux: intérêts et dividendes, tourisme, services divers. Nous y avons trouvé jusqu'à présent une contre-partie dans l'affluence des capitaux américains.

LA RECHERCHE DE DÉBOUCHÉS

L'économie canadienne a subi, depuis une dizaine d'années, une véritable transformation. Le remarquable accroissement de la population a multiplié la demande d'un grand nombre de produits naturels et d'objets fabriqués. Mais le volume de la consommation est encore loin de correspondre au développement des moyens de production. Aussi le Canada est-il de plus en plus dépendant des marchés extérieurs. Nous devons écouler au dehors une très forte proportion des produits agricoles et forestiers du pays, proportion qui atteint 66% quant au blé et 93% quant au papier-journal. Il en est de même des minéraux. Nous exportons 99% du nickel, 96% de l'amiante, 84% du minerai de fer et 66% du cuivre tirés de notre sous-sol, ainsi que 87% de l'aluminium fabriqué au Canada.

La grande activité qui règne depuis plusieurs années tient non seulement au rapide développement de l'économie canadienne, mais encore à la vague de prospérité qui a déferlé sur les États-Unis et sur plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest. Il va sans dire que ce mouvement d'expansion ne saurait se prolonger indéfiniment. Divers indices laissent prévoir qu'il commencera bientôt à ralentir. Il avait pris du reste une telle ampleur que depuis un an, et dans presque tous les pays, les gouvernements ont jugé à propos d'appliquer les freins afin de prévenir ou d'enrayer l'inflation.

L'interruption des livraisons de pétrole du Moyen-Orient s'est produite au moment où l'activité industrielle tendait à fléchir dans les

principaux pays de l'Europe occidentale. Ceux-ci devront désormais se procurer aux États Unis de grandes quantités de pétrole et de charbon, ce qui réduira leurs réserves déjà insuffisantes d'or et de dollars. La fermeture du canal de Suez a d'ailleurs d'autres conséquences. Elle entrave les échanges des nations européennes avec plusieurs pays; elle provoque une augmentation des prix de diverses matières premières, et elle entraîne la rareté des navires de commerce et par là la hausse des tarifs de transport maritime.

Ainsi, le commerce d'exportation du Canada, qui tient un rôle de plus en plus important dans l'économie nationale, se trouvera en présence de marchés extérieurs où la demande aura été ramenée à des proportions plus normales, et dont plusieurs seront contraints de restreindre leurs importations. La recherche de débouchés est sans doute aujourd'hui l'un des problèmes les plus urgents.

PERSPECTIVES

L'année qui commence offre des perspectives favorables, mais il faut se garder toutefois de l'optimisme irraisonné qu'une longue période de prospérité est susceptible d'engendrer. Le Canada ne saurait se dissocier des autres pays. Or la situation mondiale présente tant de sujets d'incertitude et l'interdépendance des nations est aujourd'hui si étroite, qu'il importe plus que jamais d'user de vigilance et de circonspection dans la conduite de ses affaires.

Les scrutateurs font rapport que le nombre des actions dont les porteurs sont présents est de 31,904 et que le nombre des actions dont les porteurs sont représentés par fondé de pouvoir est de 350,760, ce qui forme un total de 382,664 actions, soit 54.66% des actions en cours.

M. Léonce Beaudry propose, appuyé par M. J.-Hector Mallette: Que les actionnaires expriment leur satisfaction devant les nouveaux progrès accomplis par la Banque au cours du dernier exercice et en félicitent cordialement le président et le Conseil d'administration.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le président remercie les proposeurs de la résolution ainsi que l'Assemblée au nom de ses collègues et en son nom.

M. Charles St-Pierre propose, appuyé par M. Charles Laurendeau, que le quatre-vingt-deuxième rapport annuel du Conseil d'administration, dont lecture vient d'être donnée, soit approuvé par les actionnaires.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. A. Laplante propose, appuyé par M. S. Normandin: Que les actionnaires témoignent leur satisfaction et leur gratitude au gérant général et au personnel de la Banque, qui ont apporté à l'exercice de leurs fonctions une diligence et un dévouement dont il convient de les louer.

Après l'adoption de cette proposition, M. Ulric Roberge en remercie les proposeurs ainsi que les actionnaires présents, tant en son propre nom qu'au nom du personnel.

Le secrétaire donne lecture d'une lettre de M. Maurice Chartré, C.A., de Chartré, Samson, Beauvais, Bélair & Cie, et d'une lettre de M. Frank T. Denis, C.A., de Peat, Marwick, Mitchell & Co., offrant leurs services à la Banque en qualité de vérificateurs des comptes pour l'année 1956-1957.

M. A.-L. Caron, appuyé par M. Edgar Genest, fait la proposition suivante, à laquelle l'Assemblée donne à l'unanimité son assentiment: Que M. Maurice Chartré, C.A., et M. Frank T. Denis, C.A., soient nommés vérificateurs pour l'exercice qui se terminera le 30 novembre 1957 et que leur rémunération soit fixée à la somme de \$18,000 qui sera répartie entre eux suivant le temps qu'ils auront consacré aux affaires de la Banque.

M. Gérard Parizeau propose, appuyé par M. Eugène Tarte: Que M. Charles St-Pierre ou tout autre administrateur que le Conseil pourrait désigner, soit autorisé à agir comme mandataire ou fondé de pouvoir de la Banque Canadienne Nationale à toute assemblée

d'actionnaires de la Banque Canadienne Nationale (France).

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Joseph Blain propose, appuyé par M. I. Bissonnette: Que les actionnaires dont les noms suivent soient élus administrateurs de la Banque et qu'à cette fin un bulletin qui exprimera la décision de l'Assemblée soit déposé entre les mains des scrutateurs:

M. Pierre Beauchemin	L'hon. Wilfrid Gagnon
L'hon. F. Philippe Brais, c.r.	M. Charles Laurendeau, c.r.
M. Aristide Cousineau	M. A. J. Major
M. George A. Daly	M. J. Alexandre Prud'homme, c.r.
M. Auguste Desilets, c.r.	L'hon. Alphonse Raymond
L'hon. J. M. Dessureault	M. Ulric Roberge
M. Geo. T. Donohue	M. Charles St-Pierre

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Les scrutateurs font le rapport suivant:

Les soussignés, scrutateurs à la quatre-vingt-deuxième assemblée générale des actionnaires de la Banque Canadienne Nationale, tenue au siège social, à Montréal, le 8 janvier 1957, déclarent qu'ils ont pris connaissance du bulletin de vote qui leur a été remis et que les actionnaires qui viennent d'être proposés sont élus administrateurs de la Banque.

FAIT ET SIGNÉ À MONTRÉAL, ce huitième jour de janvier mil neuf cent cinquante-sept.

JOSEPH HURTUBISE

AURÉLIEN NOËL

La rapport des scrutateurs est confirmé à l'unanimité.

L'assemblée est ensuite levée.

A une séance du Conseil d'administration, tenue immédiatement après l'assemblée des actionnaires, M. Charles St-Pierre a été élu président et administrateur délégué de la Banque, et M. Charles Laurendeau et l'hon. Alphonse Raymond ont été élus vice-présidents.

BANQUE CANADIENNE NATIONALE

265 succursales et 318 agences au Canada
88 succursales à Montréal • 15 succursales à Québec

AUTRES SUCCURSALES: *Dans le Québec*

Acton Vale	Donnacona	Louiseville
Amos	Dorion-Vaudreuil	Magog
Asbestos	Drummondville	Malartic
Bagotville	Farnham	Marieville
Baie Comeau	Ferme-Neuve	Matane
Baie St-Paul	Gaspé	Métabetchouan
Beauceville	Gracefield	Montebello
Beauharnois	Granby (2)	Mont Joli
Belle-Rive	Grand-Mère (2)	Mont Laurier
Beloeil	Hudson	Montmagny
Berthierville	Hull (3)	Montréal Sud
Bic	Iberville	Nicolet
Bienville	Joliette	Normandin
Black Lake	Jonquière	Notre-Dame-de-la Guadeloupe
Cabano	Kénogami	Paspébiac
Cap-aux-Meules	La Malbaie	Plessisville
Cap-de-la-Madeleine	L'Annonciation	Pont-Viau
Cap-de-la-Madeleine Ouest	Laprairie	Port-Alfred
Chandler	La Sarre	Portneuf
Charlesbourg	L'Assomption	Princeville
Chibougamau	La Tuque	Rawdon
Chicoutimi (2)	Lauzon	Rigaud
Coaticook	Lévis	Rimouski
Contrecoeur	L'Islet	Rivière-du-Loup (2)
Deschaillons	Longueuil	Roberval
Dolbeau	Loretteville	Rouyn
	Lorrainville	

Roxton Falls	St-Jacques l'Achigan	St-Tite
Ste-Adèle	St-Jean	St-Vincent de Paul
St-Aimé	St-Jérôme	Senneterre
Ste-Anne de Beaupré	St-Joseph de Beauce	Sept Iles
Ste-Anne des Monts	St-Joseph (Richelieu)	Shawinigan Falls (3)
Ste-Anne de la Pérade	St-Jovite	Sherbrooke (3)
Ste-Anne de la	St-Lambert	Sorel
Pocatière	Ste-Marie de Beauce	Terrebonne
St-Anselme	St-Martin	Thetford Mines
St-Camille de	Ste-Martine	Trois Pistoles
Bellechasse	St-Ours	Trois-Rivières (2)
St-Casimir	St-Pacôme	Valcourt
St-Charles	St-Pie de Bagot	Val d'Or
St-Eustache	St-Prosper	Valleyfield
St-Félicien	St-Raymond	Victoriaville
St-Félix de Valois	St-Rémi	Ville d'Alma
St-Gabriel de	St-Romuald	Ville-Marie
Brandon	Ste-Rose	Wakefield
St-Georges de Beauce	Ste-Scholastique	Warwick
St-Hyacinthe (2)	Ste-Thérèse	

Dans l'Ontario

Casselman	L'Orignal	Toronto
Eastview (2)	Ottawa (2)	Vankleek Hill
Hawkesbury	Sturgeon Falls	Verner
	Sudbury	

Au Manitoba

St-Boniface	St-Jean-Baptiste	Winnipeg
	St-Pierre	

Principaux correspondants de la Banque



ÉTATS-UNIS

NEW YORK:

Bankers Trust Company
Chase Manhattan Bank
Chemical Corn Exchange Bank
Guaranty Trust Company of New York
Irving Trust Company
First National City Bank
New York Trust Company

BOSTON:

First National Bank
National Shawmut Bank

BUFFALO:

Marine Trust Company of Western New York

CHICAGO:

Continental Illinois National Bank and Trust Co.
First National Bank of Chicago

LOS ANGELES:

Security-First National Bank of Los Angeles

MIAMI:

The First National Bank of Miami

PHILADELPHIE:

Philadelphia National Bank

PITTSBURGH:

Mellon National Bank and Trust Company

ST-PAUL:

First National Bank

SAN FRANCISCO:

Bank of America National Trust & Savings Association

WASHINGTON:

Riggs' National Bank

FRANCE**PARIS:**

Banque Canadienne Nationale (France)
Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie
Banque de Paris et des Pays-Bas
Comptoir National d'Escompte de Paris
Crédit Commercial de France
Crédit Lyonnais
Crédit du Nord
Société Générale
Crédit Industriel et Commercial

ANGLETERRE**LONDRES:**

Barclays Bank Limited
Clydesdale & North of Scotland Bank Limited
Comptoir National d'Escompte de Paris
Crédit Lyonnais
Crédit Industriel et Commercial

MANCHESTER:

Williams Deacon's Bank Limited

ALLEMAGNE**DUSSELDORF:**

Deutsche Bank A. G. West
Bankverein Westdeutschland A.G.

HAMBOURG:

Commerz-und Disconto Bank A.G.

BELGIQUE**ANVERS:**

Banque de Commerce

BRUXELLES:

Banque de Bruxelles
Crédit Lyonnais
Banque de la Société Générale de Belgique

ESPAGNE**BARCELONE:**

Banco Espanol de Credito
Banco Hispano Americano

MADRID:

Banco Espanol de Credito
Banco Hispano Americano

HOLLANDE**ROTTERDAM:**

Rotterdamsche Bank, N.V.

ITALIE**NAPLES:**

Banco di Napoli

ROME:

Credito Italiano
Banca Commerciale Italiana
Banco di Roma
Banco Nazionale del Lavoro

NORVÈGE**OSLO:**

Christiania Bank og Kreditkasse

SUISSE**BÂLE:**

Société de Banque Suisse

GENÈVE:

Union de Banques Suisses

ZURICH:

Société de Banque Suisse

Autres correspondants dans toutes les parties du monde

